



DOCUMENT UNIQUE

**VALANT RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION, CANDIDATURE,
ACTE D'ENGAGEMENT ET CCP**

FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE

ACCORD CADRE À BONS DE COMMANDE

en application des articles R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique

**Objet : MISE À DISPOSITION D'INSTALLATIONS ET
D'ÉQUIPEMENTS POUR LA RÉCEPTION DE VÉHICULES LÉGERS
ET POIDS LOURDS**

Lot 3 : département de La Mayenne

agglomération de Laval

(Numéro de marché : DREAL44-2025-017)

Numéro de consultation : DREAL44-2025-015a018

Pouvoir Adjudicateur :

l'État – Ministères Territoires, Ecologie, Logement

Représentant du Pouvoir Adjudicateur :

Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement

5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44263 NANTES Cedex 2

SIRET 130 006 109 00057

Comptable assignataire :

Monsieur le Directeur Régional des Finances
Publiques de la Région Pays de la Loire
4 quai de Versailles
BP 93503
44035 NANTES cedex 1

Code CPV principal : 70130000

Groupe marchandise : **36.01.06**

Le document comporte **27 pages**.

Le présent document est le dossier de consultation, valant contrat et engagement.

Il est composé des points suivants :

- | | |
|-------------------------------------------|-----------------------------------------|
| Préambule | F. Clauses techniques |
| A. Objet du marché | G. Annexe financière |
| B. Règlement de la consultation | H. Attestation sur l'honneur |
| C. Identification du pouvoir adjudicateur | I. Signature du marché par l'entreprise |
| D. Identification de l'entreprise | J. Décision du pouvoir adjudicateur |
| E. Clauses administratives | K. Notification du marché au titulaire |

. PRÉAMBULE



Le dispositif « marché public simplifié » (MPS) est remplacé par le « **document unique de marché européen** » (DUME).

Le DUME est une déclaration sur l'honneur qui permet aux entreprises d'attester de leur compétence, de leur situation financière ainsi que de leurs capacités lorsqu'elles répondent à un marché public au sein d'un état de l'Union européenne. Il est utilisé comme preuve préliminaire dans les procédures de passation de marchés publics.

Le DUME a pour vocation de simplifier les processus de fourniture de documents et certificats attestant de l'éligibilité d'une entreprise à un marché public (critères d'exclusion et de sélection). Il se substitue aux DC1, DC2.

Aucune attestation n'est demandée au moment de la remise du DUME.

Le DUME est accessible au moment de la réponse sur [PLACE](#), sur le site [CHORUS](#) à la rubrique « Accéder au Service DUME » ou [directement](#)

L'utilisation du formulaire « DUME » est fortement préconisée, mais le candidat peut répondre par tout autre moyen.

L'entreprise peut répondre à une consultation par un DUME même si l'acheteur n'a pas lui-même créé de DUME.

Le candidat peut choisir de signer son offre (présent document unique) dès le dépôt de sa candidature. Dans ce cas, il aura recours à un certificat de signature électronique de type eIDAS, conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique et signera uniquement le document unique.

ATTENTION, seuls font foi les documents originaux du DCE détenus par l'administration.

Quel que soit le nombre de lots, l'information ne doit être fournie qu'une seule fois.

A. OBJET DU MARCHÉ

A.1 Objet du marché

Le présent marché vise à contractualiser les prestations de mise à disposition d'installations et d'équipements pour la réception de véhicules légers (VL) et de poids lourds (PL), sous-forme de demi-journées hebdomadaires (une demi-journée hebdomadaire fixée par département).

A.2 Liste des lots

Le marché est décomposé en quatre lots géographiques. Chaque lot est un marché distinct.

- Lot 1 : département de Loire Atlantique - agglomération de Nantes
- Lot 2 : département du Maine-et-Loire - agglomération d'Angers
- Lot 3 : Département de la Mayenne - agglomération de Laval
- Lot 4 : Département de la Vendée - agglomération de la Roche-sur-Yon

Les candidats peuvent répondre à un ou plusieurs lots (un document par lot à remplir).

B. RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

B.1 Procédure de la consultation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée au regard des articles R2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique (CCP).

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le présent marché sera conclu soit avec un titulaire unique, soit avec un groupement d'entreprises.

Conformément aux dispositions des art. R2142-19 à 27 du CCP, les entreprises souhaitant se présenter groupées pourront choisir la forme du groupement conjoint ou solidaire.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire des membres du groupement pour la totalité du marché.

Chaque candidat ne pourra remettre qu'une seule offre, soit en qualité de prestataire unique ou de membre d'un groupement.

Le présent marché est un marché à bons de commande, sur la base de prix unitaires et forfaitaires.

B.2 Documents à fournir par le candidat

La signature des documents n'est pas obligatoire au dépôt de l'offre.

Le présent document daté, avec ses annexes complétées :

- L'annexe financière
- Le descriptif technique des installations destiné au jugement des offres suivant les critères définis en B.4. Ce mémoire devra présenter les équipements et installations mis à disposition, ainsi que les accès suivant le cadre fourni en I. annexe technique.
- Le descriptif des clauses environnementales.

Ce mémoire devra comporter également :

- Une proposition de plan de prévention des risques à signer attributaire du marché / DREAL
- Une attestation d'assurance garantissant sa responsabilité civile en cas de préjudices causés au tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

B.3 Réception des plis

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr

Les réponses sont à transmettre exclusivement par voie dématérialisée sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr

Les plis, enregistrés dans l'ordre d'arrivée, doivent parvenir avant la date et heure limite de réception des offres fixée au :

03/04/2025 à 12h00

Les candidats sont seuls responsables du respect de la date de dépôt. Les offres qui parviendraient après la date et heure limite ne seront pas acceptées.

Si le candidat doit modifier ou rajouter une pièce à son offre déjà déposée, tout déposer à nouveau et au complet car le dernier envoi prévaut.

B.4 Critères de sélection

Sont éliminées de la présente consultation sans être étudiées, les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, étant précisé qu'est :

- *inappropriée*, une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peut en conséquence être assimilée à une absence d'offre ;
- *irrégulière*, une offre qui est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation ;
- *inacceptable*, une offre dont les conditions d'exécution méconnaissent la législation en vigueur ou lorsque les crédits alloués au marché ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer.

Les offres des candidats admis à l'analyse de leur proposition seront notées et classées par ordre décroissant sur la base des critères pondérés ci-dessous.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

Critères d'attribution	Pondération
La valeur technique est évaluée sur 40 points au regard des éléments techniques de la proposition du candidat relatifs aux moyens mis à disposition : <ul style="list-style-type: none">○ locaux (10 points)○ Accessibilité et emplacements de stationnement (10 points)○ sécurité (10 points)○ caractéristiques des équipements de contrôle (10 points)	40 %
Le critère environnemental est évalué sur 20 points	20 %
Le critère « prix » de la prestation sera apprécié au vu du document financier pour une valeur de 40 points	40 %

Le représentant du pouvoir adjudicateur retiendra l'offre économiquement la plus intéressante, dont la note de jugement sera la plus élevée sur les 100 points du barème.

Attribution de la note « valeur technique » :

La valeur technique des prestations proposées par les candidats est jugée en fonction de la qualité des indications données dans leur offre. Il est donc attribué des points en fonction des documents fournis (demandés à l'article B.2) dans la fourchette indiquée dans le tableau des critères d'attribution supra.

Attribution de la note « critère environnemental » : L'entreprise candidate devra démontrer son engagement en faveur de l'environnement par des actions concrètes, telles que l'optimisation de la gestion des déchets, l'utilisation d'énergies moins polluantes ou la sensibilisation à la réduction des émissions polluantes des véhicules contrôlés. Une attention particulière sera portée aux démarches visant à limiter l'impact écologique des infrastructures et équipements utilisés. La proximité géographique des centres proposés avec les bureaux des agents de la DREAL sera également prise en compte afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements.

Attribution de la note au critère prix :

L'analyse du critère prix, destinée au jugement global et commun des offres, sera réalisée à partir du prix unitaire de l'annexe financière.

Pour le critère « prix », chaque offre, calculée sur la base de la formule définie, ci-dessous, se verra attribuer une note financière sur 40 calculée comme suit :

- l'offre de base la moins élevée obtiendra la note de 40

- les autres offres obtiendront une note égale à

$$\text{Note} = \text{Mbmin} \times 40 / M$$

Où Mbmin = montant de l'offre de base la moins élevée

M = montant de l'offre considérée

Toute offre dont le montant est supérieur à quatre fois le montant de l'offre la moins élevée obtiendra la note de 0.

Si l'offre du candidat est 4 fois plus élevée que l'offre la moins-disante, alors la note est égale à 0.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Le représentant du pouvoir adjudicateur retiendra l'offre la mieux-disante, dont la note de jugement sera la plus élevée, après application de la formule suivante :

Note de jugement = (note financière) + (note technique) + (note critère environnemental)

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés au point B.2, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

En cas de besoin, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander des précisions et compléments sur le contenu de l'offre à l'issue de l'analyse.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

B.5 Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

B.6 Négociation

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à une négociation avec les candidats ayant remis les offres jugées les plus intéressantes, suite au premier classement établi par application des critères pondérés énoncés.

La négociation est engagée librement avec les candidats sélectionnés. La négociation est conduite dans le respect du principe de l'égalité de traitement de tous les candidats. Elle portera sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix. L'offre finale sera jugée selon les mêmes critères du présent règlement. Le classement final sera établi sur cette base.

Elle pourra prendre la forme d'échanges écrits et/ou d'entretiens avec le ou les candidats retenus par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas d'échanges écrits, les candidats devront impérativement répondre dans les conditions de forme et de délai indiqués dans le courriel.

En cas de rencontre avec les candidats, une convocation sera transmise aux candidats en amont de l'entretien de négociation.

A l'issue des négociations, les candidats remettront alors leur offre finale dans un délai maximal indiqué lors des échanges. Ce délai de remise des offres finales sera identique pour tous les candidats.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve aussi la possibilité de ne pas négocier.

C. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

- **Pouvoir adjudicateur :**

Etat – Ministères Territoires, Ecologie, Logement

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire

- **Représentant du Pouvoir adjudicateur :**

Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire

5 rue Françoise Giroud

44200 NANTES

SIRET 130 006 109 00057

- **Direction / service :**

Service des Transports Routiers et Véhicules / Division Véhicules

- **Contact pour obtenir les informations techniques :**

Exclusivement par voie dématérialisée sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr

- **Comptable assignataire :**

Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques

4 quai de Versailles

BP 93503

44035 Nantes Cedex 1

- **Imputation budgétaire :**

Programme : BOP 174

UO/Centre financier : 0174-CLIM-E044

Groupe marchandise : 36.01.06

Référentiel d'activité : 017405VE1502

- **Service et adresse pour l'envoi des factures :**

Dépôt des factures sur le portail Internet : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

- **Personne habilitée à donner des renseignements sur le nantissement ou les cessions de créance (art. R.2191-45 à 53 du CCP) :**

Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire.

D. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

A compléter par l'entreprise

- **Nom de l'entreprise :**

adresse

n° de téléphone

adresse mél

N° SIRET

- **Nom du représentant identifié :**

- **Coordonnées bancaires + joindre un RIB :**

CODE BANQUE	CODE GUICHET	N° DE COMPTE	CLÉ RIB
-------------	--------------	--------------	---------

--	--	--	--

D.1 Si groupement d'entreprises :

- Nature du groupement :
- Identification des membres du groupement :
- Coordonnées bancaires des membres du groupement :
- Identification du mandataire et coordonnées + joindre un RIB :
- Répartition des prestations avec indications des montants HT par entreprise :

E. CLAUSES ADMINISTRATIVES

E.1 Liste des documents contractuels par ordre de priorité

Le présent marché est régi par les documents ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

1. le document unique, signé par le(s) candidat(s) et le représentant du pouvoir adjudicateur, ainsi que ses annexes (le cas échéant, bordereau des prix à fournir par le candidat) ;
2. les modifications ;
3. les bons de commande émis sur la base du marché ;
4. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de Fournitures courantes et services en vigueur à la signature du marché, ou tout texte réglementaire le remplaçant ;
5. le cas échéant, les annexes relatives à la co-traitance ou la sous-traitance ;
6. l'offre technique du (des) titulaire(s) du marché.

E.2 Durée et lieu d'exécution

Le présent marché s'applique à compter de la date de notification de l'ordre de service et jusqu'à la fin de l'année 2025.

Le marché sera ensuite reconductible tacitement trois (3) fois sur la totalité d'une année calendaire.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut renoncer à la reconduction tacite.

Il informe le titulaire du marché deux mois avant la date anniversaire (date de reconduction).

L'exécution des prestations est située comme suit :

Suivant les lots, l'exécution des prestations est située dans le département où le centre de contrôle est localisé.

Adresses des différents sites de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement :

- pour les départements 44 et 85 : Siège - 5 rue Françoise Giroud CS 16326, 44263 NANTES CEDEX 2 ;
- pour le département 49 : Unité Départementale 49 : Rue du Cul d'Anon BP 80145 – 49183 SAINT-BARTHELEMY D'ANJOU
- pour le département 53 : Cité administrative Saint Nicolas Rue Mac Donald BP 73875 - 53030 LAVAL CEDEX 9

E.3 Exécution des bons de commande

Les prestations seront réalisées à partir d'un bon de commande par période (ferme ou reconduction), qui précisera le nombre de demi-journées de location prévues ;

L'exécution des bons de commande ne peut s'effectuer au-delà du délai contractuel du marché.

E.4 Modifications des prestations en cours d'exécution

Pendant l'exécution du marché, la personne publique peut prescrire au titulaire des modifications relatives aux prestations commandées ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le titulaire.

La commande modifiée est notifiée par écrit au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai de 5 jours ouvrés, est réputé l'avoir acceptée.

E.5 Forme des notifications et communications

Les échanges entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire sont transmis par tout moyen permettant d'attester de la date de réception.

E.6 Réception des prestations et vérifications

Les prestations sont soumises à des vérifications qui ont pour but de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les exigences de la personne publique.

Les décisions peuvent être notifiées au titulaire sous forme de courriers électroniques afin de faciliter les échanges. Chaque partie accusera réception des échanges.

Dans le cas d'un ajournement, en cas de refus ou de silence du titulaire à l'expiration du délai imparti ou à défaut d'une nouvelle présentation des prestations dans le délai prévu, la personne publique peut prononcer le rejet des prestations. La décision doit être motivée.

En cas de rejet, sauf décision contraire, le titulaire est tenu d'exécuter de nouveau la prestation commandée à ses frais.

La personne publique notifie sa décision au terme de 15 jours francs au titulaire conformément à l'article 13 du CCAG-FCS :

- acceptation des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché ; passé le délai de 15 jours francs, le silence de la personne publique vaut acceptation tacite ;
- ajournement, si la personne publique estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point ; par dérogation à l'article 30 du CCAG FCS, la décision d'ajournement précise le délai dans lequel le titulaire doit remettre les prestations mises au point qui seront exécutées sans surcoût pour la personne publique ; la personne publique dispose à nouveau de 15 jours francs pour procéder aux vérifications ;
- réfaction, lorsque la personne publique estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, elle en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées ;
- rejet, lorsque la personne publique estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, elle en prononce le rejet partiel ou total.

Dès que la prestation lui donne satisfaction, la personne publique adresse au titulaire une décision de réception. La décision de réception entraîne un transfert de propriété des livrables au profit de la personne publique.

L'administration peut être amenée à résilier le marché aux torts du titulaire dans les conditions fixées à l'article E.18 du marché.

E.7 Prix

Le marché est conclu à **PRIX UNITAIRES** basés sur le bordereau de prix joint ou intégré à l'article G.ANNEXE FINANCIERE du présent document (BPU).

Le taux de TVA applicable est de 20 %.

Le montant ANNUEL MAXIMUM HT des commandes du présent marché se décline comme suit (pour 52 semaines par année calendaire et au prorata si la période est inférieure) :

LOT	Prix annuel maximum HT
LOT 1-44	5400 € HT
LOT 2-49	3600 € HT
LOT 3-53	1440 € HT
LOT 4-85	3000 € HT

Les prix sont réputés complets et comprennent toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les sujétions normalement prévisibles et en particulier les frais de déplacements, de reproduction et d'envoi de documents ; en cas de groupement ou de sous-traitance, les frais de coordination entre les intervenants et la mise en cohérence des différentes prestations et documents produits.

Le représentant du pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

E.8 Forme des prix

Les prix sont fermes pour les douze premiers mois du marché.

Le titulaire adressera deux mois avant la date de reconduction ses nouveaux tarifs pour la nouvelle période de douze mois. En cas de variation supérieure à 3 % du montant initial, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché.

E.9 Montant sous-traité

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, un formulaire DC4 sera annexé au présent acte d'engagement pour chaque sous-traitant et indiquera la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par chaque sous-traitant, son nom et ses conditions de paiement. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque formulaire annexé constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque formulaire annexé constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations sous-traitées conformément à ces formulaires annexés est de :

- Montant hors TVA

- Montant TVA incluse

Les déclarations et attestations (article R2193-1 à 22 du décret n°2018-1075 du 03/12/2018) des sous-traitants recensés dans les formulaires annexés, sont jointes au présent acte d'engagement.

E.10 Créance présentée en nantissement ou cession

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que **je pourrai / nous pourrons** présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

E.11 Pénalités et réfaction

Si les prestations fixées dans le cadre de l'article F. ANNEXE TECHNIQUE du présent document ne sont pas respectées, le titulaire encourt une pénalité de « 500 €/jour par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS »

Les pénalités peuvent être appliquées en cas de retard, non-conformité ou mauvaise exécution.

Les pénalités sont réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements à faire au titulaire.

En cas de résiliation du marché, ces pénalités restent dues.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer une réfaction sur le prix si les prestations fournies par le titulaire s'avèrent notoirement insuffisantes au regard des objectifs fixés. Il en est de même si la réalisation effective de la prestation, telle que décrite à l'article

F. ANNEXE TECHNIQUE, n'a pas donné lieu à satisfaction.

E.12 Réglement des prestations

La facture afférente aux prestations est adressée sous forme dématérialisée sur la plate-forme CHORUS-PRO (<https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>).

Pour enregistrer sa facture, le titulaire doit indiquer deux informations :

- **le numéro d'engagement juridique CHORUS (EJ)** = communiqué lors de la notification du marché.
- **le n° du service exécutant** = CGFB200044
- **le numéro de SIRET de l'État** = 11000201100044

La facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le détail de la facturation (acompte, solde / objet)
- la date de notification du marché
- OU la date du bon de commande
- **le numéro d'engagement juridique CHORUS (EJ)** = communiqué lors de la notification du marché
- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire;
- le prix total HT et le prix total TTC.

Le paiement des prestations intervient dans un délai maximal de 30 jours calendaires à compter de la date de réception de la facture ou à compter de la date de validation des prestations si celle-ci est postérieure à la date de réception de la facture. Le délai de paiement peut être suspendu par le RPA en cas de demande d'informations complémentaires nécessaires à l'établissement de la mise en paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement.

E.13 Documents à produire pendant l'exécution du marché

E.13-1 déclaration d'assurance

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations, y compris en cas de sous-traitance. Dans un délai de **15 (quinze) JOURS à compter de la notification du marché**, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être titulaire d'une police d'assurances :

- au titre de la responsabilité civile ;
- garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code Civil.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du pouvoir adjudicateur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Par la suite, et pendant toute la durée du marché, le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité, sans interruption. Il transmet au RPA dans les 15 jours suivant la date de reconduction les attestations de renouvellement de son assurance par courrier ou courrier électronique ou sur le site :

WWW.E-ATTESTATIONS.FR

et ce, jusqu'à l'expiration du contrat en cours.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite au représentant du pouvoir adjudicateur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le représentant du pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants éventuels doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

E.13-2 déclaration de paiement des impôts et des cotisations sociales

Pendant toute la durée du marché, les titulaires doivent fournir tous les six mois au plus :

-une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales ;

-les attestations et certificats de paiement délivrés par les administrations fiscales et sociales ;

Le titulaire transmet les attestations précitées par courrier ou courrier électronique ou sur le site :

WWW.E-ATTESTATIONS.FR

et ce, jusqu'à l'expiration du contrat en cours.

Pour toute demande de création d'un compte sur www.e-attestation.fr, le titulaire écrit à support@e-attestation.com.

Les sous-traitants éventuels doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

E.14 Résiliation

Les clauses mentionnées au chapitre 7 du CCAG-FCS sont applicables au marché sous réserve des stipulations ci-dessous.

Le cas échéant, la résiliation pour l'un des motifs suivants :

- pour événements extérieurs au marché et à relatifs à la capacité du titulaire à exécuter le marché (art. 39 du CCAG-FCS) ;
- pour faute du titulaire (art.41 du CCAG-FCS) ;
- absence de garanties complémentaires exigées au titre des capacités (absence d'interdiction de soumissionner) ou des assurances (paragraphe E.17) malgré une relance par courrier ou courriel en recommandé A/R ;

ne donne lieu à aucune indemnisation du titulaire.

Le cas échéant, la résiliation pour l'un des motifs suivants :

- événements liés au marché et indépendants de la volonté du titulaire (art.40 du CCAG-FCS) ;
- motif d'intérêt général (art.42 du CCAG-FCS) ;

donne lieu à une indemnisation limitée à 5 % de la part non exécutée du marché.

E.15 Exécution aux risques et aux frais du titulaire

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, et en cas de défaillance du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations à ses frais et risques par une entreprise tierce.

La mise en œuvre de cette stipulation est obligatoirement précédée de l'envoi au titulaire d'une **lettre de mise en demeure en recommandé avec accusé de réception**. En l'absence de réponse de sa part dans un délai de 15 (quinze) JOURS calendaires, ou si les manquements relevés persistent dans le même intervalle, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire usage de cette stipulation.

L'exécution aux risques et aux frais peut avoir lieu en cas d'inexécution (sans résiliation) ou être décidée en plus de la résiliation aux torts du titulaire.

E.16 Traitement des données à caractère personnel

Le présent marché comporte un ou des traitement(s) de données à caractère personnel.

E.16- 1 Préambule – précisions terminologiques

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement général sur la protection des données (RGPD) est le représentant du pouvoir adjudicateur du présent marché et les sous-traitants sont les titulaires des lots de l'accord-cadre.

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles chaque titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

E.16- 2 Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du RPA, pour la durée du présent marché, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations.

Pour l'exécution des prestations du marché et en cas de besoin avéré, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra mettre à la disposition des titulaires les données à caractère personnel suivantes : noms, prénoms, fonction, courriel, téléphone et direction de rattachement de ses agents ou de leurs interlocuteurs. La transmission de ces données a pour unique finalité la facilitation de l'exécution du présent contrat et n'autorise en aucun cas un retraitement ou une diffusion en dehors des services concernés.

E.16- 3 Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit le représentant du pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de du représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

E.17 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du marché, le juge du tribunal administratif de Nantes, territorialement compétent, est saisi du litige juridictionnel.

6 allée de l'Île Gloriette BP24111
44041 Nantes Cedex 1
Téléphone : +33 2 40 99 46 00
Télécopie : +33 2 40 99 46 58
Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

E.18 Dérogations au cahier des clauses administratives générales _FCS

NATURE DE LA DÉROGATION	DOCUMENT UNIQUE	CCAG-FCS
Pénalités	article E.11	article 14
Réception / ajournement	article E.6	article 30

E.19 Contacts et renseignements

Toute demande de renseignement complémentaire concernant la conception et la réalisation des prestations est à transmettre exclusivement par voie dématérialisée sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr au plus tard 10 jours avant la DLRO.

F. ANNEXE TECHNIQUE

La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire est un service déconcentré de l'État qui assure pour le compte du préfet de région et des préfets de départements le pilotage, la coordination et la mise en œuvre des politiques relevant des ministres de la transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche, ainsi que de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation. La DREAL anime le réseau des directions départementales des territoires (et de la mer) et de la cohésion sociale.

La DREAL intervient notamment dans les domaines de :

- de la transition écologique, de l'énergie et du climat
- de l'eau, de la biodiversité et des paysages,
- du logement et de l'aménagement des territoires,
- des transports et des mobilités,
- de la prévention des risques naturels et technologiques,

La DREAL est également engagée dans une démarche environnementale et sociétale à travers un plan d'action « administration exemplaire ».

Une présentation plus détaillée des missions de la DREAL, ainsi qu'un organigramme sont consultables sur son site internet : <https://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/>

F.1 Contexte

Le présent document a pour objet la description de l'ensemble des installations et équipements nécessaires à la réalisation des réceptions et contrôles avant la mise en circulation de véhicules légers ou lourds.

F.2 Contenu détaillé des prestations

La consultation est décomposée en 4 lots :

- Lot n°1 : Mise à disposition d'installations et d'équipements de contrôles de poids lourds et de véhicules légers pour le département 44 – Agglomération de Nantes
- Lot n°2 : Mise à disposition d'installations et d'équipements de contrôles de poids lourds et de véhicules légers pour le département 49 – Agglomération d'Angers
- Lot n°3 : Mise à disposition d'installations et d'équipements de contrôles de poids lourds et de véhicules légers pour le département 53 – Agglomération de Laval
- Lot n°4 : Mise à disposition d'installations et d'équipements de contrôles de poids lourds et de véhicules légers pour le département 85 – Agglomération de La Roche sur yon

Le candidat précise les éléments qu'il compte mettre en œuvre pour assurer la qualité de service

demandée dans le présent document au moyen du cadre de réponse à remplir en F6.

LOT	Périodicité de mise à disposition théorique	Nombre maximum de demi-journées mises à disposition par an
LOT 1-44	hebdomadaire	45
LOT 2-49	bi-mensuelle	30
LOT 3-53	mensuelle	12
LOT 4-85	bi-mensuelle	25

F.3 Description des matériels – Dispositions générales

La mise à disposition comprend :

- A usage exclusif pendant la présence des agents de la DREAL Pays de la Loire :
 - une pièce permettant de recevoir le public et d'installer le matériel informatique (un micro-ordinateur avec imprimante) nécessaire à la délivrance des documents officiels à l'issue des opérations de contrôles. Cette pièce comprend, en conséquence comme mobilier, un bureau et des chaises. Cette pièce peut être pourvue optionnellement d'une armoire fermant à clef à usage permanent de la DREAL Pays de la Loire.
 - un lieu servant de vestiaire et l'accès aux sanitaires
 - des places de stationnement (minimum 5) permettent l'attente des véhicules à contrôler par la DREAL Pays de la Loire
 - l'accès à un local couvert pouvant recevoir les véhicules à contrôler (hall de contrôle). Ce local comprend des moyens d'éclairage fixes et mobiles pour l'examen des véhicules.
 - un moyen d'inspection du dessous des véhicules (fosse de visite)
- Avec un accès prioritaire, en fonction des besoins des agents de la DREAL Pays de la Loire
- un copieur et un télécopieur

F.4 Dispositions particulières relatives aux installations de contrôle

Les installations doivent permettre le travail en sécurité des agents de DREAL et un plan de prévention devra être signé entre la DREAL et l'attributaire du marché.
Ainsi, sans préjuger des autres réglementations applicables, l'installation de contrôle doit présenter les caractéristiques suivantes :

- La sécurité des usagers aux abords des installations (sens de circulation, accessibilité, visibilité...) devra être assurée ;
- Les contraintes liées à l'environnement telles que les émissions de fumées et de gaz polluants, bruits, et pollution des eaux doivent être prises en compte.
- l'accès des usagers à la zone de contrôle doit être réglementé et les consignes relatives à l'accès à la zone de contrôle doivent être clairement signalées au niveau de l'accueil du public et à l'entrée de la zone de contrôle.

L'installation doit être dotée d'une ou plusieurs aire(s) de stationnement pour véhicules légers destinée(s) au personnel et aux visiteurs. Cet emplacement doit être identifié. Les emplacements réservés aux visiteurs et aux personnes en situation de handicap doivent être identifiés.

Pour les véhicules Poids-Lourds, l'installation doit respecter les dispositions suivantes :

- L'installation de contrôle ses accès et parking doivent être suffisamment dimensionnés pour pouvoir accueillir des véhicules de dimensions suivantes :
 - hauteur : 4,50 m
 - longueur : 18,75 m
 - largeur : 2,60 m
- L'accès des véhicules au parking et à l'installation de contrôle ainsi que leur évacuation doit pouvoir être réalisés aisément avec un minimum de manœuvre sans empiéter sur la voie publique. La chaussée d'accès au parking et à la zone de contrôle doit être de type voirie lourde pour permettre l'accès aux véhicules poids-lourds.
- L'installation doit disposer sur l'emprise immobilière d'une zone de stationnement pour les véhicules poids lourds présentés au contrôle permettant, au minimum, le stationnement du véhicule en attente de contrôle et celui du véhicule à l'issue du contrôle.
Les places de ces aires de stationnement doivent avoir des dimensions suffisantes pour recevoir des véhicules ayant les caractéristiques définies ci-dessus.

Dans le cas où la halle de contrôle est fermée, l'installation devra disposer d'un système d'aspiration des gaz d'échappement.

F.5 Dispositions particulières relatives aux équipements de contrôle

La halle de contrôle doit répondre aux caractéristiques suivantes :

- être couverte ;
- posséder deux accès distincts, et à l'opposé, sur chaque ligne de contrôle pour les véhicules ;
- permettre l'accès aux véhicules légers et lourds et offrir un espace suffisant (mini 80 cm) autour

des véhicules pour permettre l'examen visuel ;

La fosse doit mesurer 12 mètres de long minimum, permettant un contrôle aisé du dessous des véhicules légers ou poids lourds.

L'état de la surface de la zone de contrôle doit permettre le déplacement du personnel en toute sécurité.

En option, les équipements de contrôle disposeront d'un banc de freinage avec pesée intégrée ou des moyens de pesage des véhicules à contrôler.

Chaque ligne de contrôle doit être située sur une surface plane.

F.6 Descriptif technique des installations et équipements de contrôle mis à disposition

A remplir par l'entreprise candidate

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nom ou raison sociale :	
Localisation de l'installation de contrôle :	

DETAIL DU SITE DE L'INSTALLATION

	VL	PL
Accessibilité des véhicules au site de contrôle (à cocher)		
Stationnement des Véhicules		
○ Nombre de places disponibles extérieures pour le contrôle des véhicules		
○ Nombre de places PMR		/
○ Nombre de places visiteurs		/

Observations :

BATIMENTS

	VL	PL
HALL DE CONTRÔLE : <ul style="list-style-type: none">• Couvert (OUI/NON)• Nombre d'accès de véhicules :• Dimensions (indicatives)<ul style="list-style-type: none">○ Hauteur○ Longueur○ Largeur		
BUREAU MIS A DISPOSITION <ul style="list-style-type: none">• Dimensions de la pièce :• Vestiaire :• Mobilier (table, chaises) :• Armoire fermant à clé :• Accès réseau EDF• Accès réseau internet :• Accès copieur :• Liaison téléphonique :		
LOCAL D'ACCUEIL DU PUBLIC		
Accès aux toilettes		

Observations :

ÉQUIPEMENTS DE CONTRÔLE

	VL	PL
FOSSE : <ul style="list-style-type: none">• Longueur• Éclairage		
Bancs de freinage avec pesée intégrée ou moyens de pesage des véhicules (à cocher)		
Pont élévateur : <ul style="list-style-type: none">• Nombre		

Observations :

SÉCURITÉ

	OUI	NON
Rédaction d'un plan de prévention des risques (à joindre au dossier)		

Observations :

G. ANNEXE FINANCIÈRE

à remplir par l'entreprise candidate

Lot	Descriptif	Unité	Prix unitaire (HT)
Lot n° 3 Agglomération de Laval Numéro du département : 53	Adresse complète des installations et équipements mis à disposition : Demi-journée retenue : Horaires de mise à disposition : mode de facturation : <input type="checkbox"/> mensuel <input type="checkbox"/> trimestriel <input type="checkbox"/> semestriel	Forfait 1/2 journée	

TVA en vigueur : 20 %

H. ANNEXE CRITÈRES ENVIRONNEMENTAUX

Présentation de l'engagement environnemental du candidat :

A remplir par l'entreprise candidate

I. ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Au stade de sa candidature, le candidat s'engage sur l'honneur à présenter:

- les capacités nécessaires à l'exécution du marché public (professionnelles, techniques et financières, assurances),
- ne pas faire l'objet de l'interdiction de soumissionner aux marchés publics (art. L.2341-1 et s. du CCP),
- à respecter les dispositions de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.
- à respecter les dispositions des articles L5212-1 à L. 5212-11 du code du travail relatifs à l'emploi des travailleurs handicapés.

Les capacités attestées sur l'honneur et la vérification des obligations sociales et fiscales du candidat seront vérifiées par le représentant du pouvoir adjudicateur avant notification au lauréat.

J. SIGNATURE DU MARCHÉ PAR L'ENTREPRISE

Après avoir pris connaissance des conditions administratives et des exigences techniques, j'accepte sans réserve les clauses énoncées ci-avant, contenues dans les documents originaux conservés par l'administration (seuls faisant foi) et m'engage, sur la base de mon offre à exécuter les prestations demandées et à livrer les fournitures demandées aux prix indiqués ci-dessus.

<i>Nom, prénom et qualité du signataire(*) et des membres si groupement d'entreprises (**)</i>	<i>Lieu et date de signature</i>	<i>Signatures</i>

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

(**) En cas de groupement, le mandataire est solidaire.

K. DÉCISION DU REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Les offres du candidat sont acceptées pour la totalité du marché.

à, le

Signature (représentant du pouvoir adjudicateur)

L. NOTIFICATION DU MARCHÉ AU TITULAIRE

■ Notification dématérialisée via PLACE :

- date :

- heure :

** POUR LES TITULAIRES ÉTRANGERS*

■ En cas d'envoi en lettre recommandée avec avis de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché)